



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

13 JAN. 2025

**Société Strasbourg Centre Energies (SCE), implantation transitoire
d'une chaudière de secours dans l'enceinte
de la chaufferie située 5 route du Petit Rhin à Strasbourg**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement et notamment son article R 181-45 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 mars 2019 définissant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter la chaufferie de l'Esplanade au 5 route du Petit Rhin à Strasbourg ;
- VU l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 et particulièrement son titre VII ;
- VU la demande du 26 novembre 2024, reçue le 05 décembre 2024, par laquelle la société Strasbourg Centre Energies (SCE) demande à pouvoir disposer au sein de sa chaufferie de l'Esplanade d'une chaudière de 4 MW pour parer, à titre exceptionnel, à une défaillance en chaîne des infrastructures d'alimentation « R-PAS » du réseau de chaleur récemment étendu ;
- VU le rapport du 06 décembre 2024 de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les travaux de modernisation de la chaufferie de l'Esplanade rendent indisponibles certains appareils et qu'elle n'est donc pas en mesure de secourir le réseau de chaleur étendu en cas de défaillance des autres appareils et infrastructures qui l'alimentent ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant se propose, entre le 16 décembre 2024 et le 31 mai 2025, de mettre en place une chaufferie mobile de secours d'une puissance de 4 MW alimentée au fioul, implantée, avec sa réserve de combustible, à l'extérieur du bâtiment de la chaufferie de l'Esplanade ;

CONSIDÉRANT que les éléments produits au dossier descriptif de la chaudière en question montrent des performances de rejet compatibles avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT que cette chaudière ne sera sollicitée que par grand froid et en cas de défaillance massive, peu probable, des appareils et infrastructures R-PAS ;

CONSIDÉRANT l'impérieuse nécessité de garantir le maintien d'une capacité d'alimentation du réseau de chaleur ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Pendant la période du 16 décembre 2024 au 31 mai 2025, exclusivement, une chaudière de secours de 4 MW et sa réserve de combustible (gazole) sont présentes sur le site de la chaufferie de l'Esplanade, située 5 route du Petit Rhin à Strasbourg, exploitée par la société Strasbourg Centre Energies (SCE).

Cette chaudière de secours est exclusivement utilisée :

- pour l'alimentation du réseau de chaleur étendu et
- en cas de défaillance des appareils et infrastructures « R-PAS »

Le premier échelon de secours est constitué par les installations R-PAS de la rue de la Minoterie et du quai Jacoutot.

La chaudière de secours n'est sollicitée que si ces installations sont défaillantes.

La mise en exploitation de la chaudière de secours est signalée à l'inspection des installations classées et ses heures de fonctionnement sont enregistrées.

Pendant son fonctionnement, des contrôles hebdomadaires de la teneur en polluants réglementés pour la combustion de gazole sont réalisés par une méthode rapide. Les résultats en sont enregistrés. Les éventuels dépassements des valeurs-limites fixées à l'arrêté préfectoral susvisé du 27 mars 2019 sont signalés à l'inspection et commentés.

Article 2 - Frais :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société SCE.

Article 3 - Mesures de publicité :

Les mesures de publicité de l'article R. 181-44 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 4 - Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 - Sanctions :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 6 - Voies et délais de recours :

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 7 Exécution :

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- la société SCE ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de Strasbourg.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Mathieu DUHAMEL

